

Pour que la clinique Larribère garde son nom, la mobilisation doit continuer !

Alors que l'Afepec s'apprêtait à rendre hommage à Lucette Safia Larribère Hadj Ali, à la date anniversaire de son décès. Cet hommage devait notamment et symboliquement se matérialiser par l'annonce de l'apposition d'une plaque au nom de son père Jean-Marie Larribère devant la clinique. Depuis juillet 2014, des assurances en ce sens avaient été données à l'Afepec par les autorités concernées.

Cependant, le 2 juin, l'Afepec découvre qu'une plaque portant le nom d'un autre moudjahed, Freha Ben Fréha, avait été apposée en lieu et place de celle au nom de Jean-Marie Larribère.

L'Afepec a, dans un communiqué, été claire, il ne s'agissait nullement de s'opposer à la reconnaissance que nous devons à toutes celles et tous ceux qui ont combattu pour notre indépendance. L'Afepec a d'ailleurs tenu à rencontrer des membres de la famille du moudjahed Freha Ben Freha.

Il s'agissait notamment de dénoncer une sorte de hiérarchie introduite dans cette reconnaissance, de rappeler qui était Jean-Marie Larribère et toute sa famille et de souligner le manquement aux assurances données par les autorités concernées.

Le 3 juin, l'hommage à Lucette Safia Larribère Hadj Ali est organisé par l'Afepec à son siège. Après un débat sur l'officialisation du nom de la clinique, un collectif est créé pour mener toutes les actions en ce sens. Chaque association présente initie et soutient des actions d'information avec des rencontres les samedis et jeudis pour faire le point.

Après un communiqué diffusé le 5 juin, le CIVIC fait des démarches auprès de la mairie d'Oran qui l'assure que la plaque avec le nom de Freha Ben Freha était une erreur appelée à être réparée. D'autres sources confirment cette information sans que cela soit suivi d'effet.

La mobilisation s'amplifie, des historiens et des médecins se rendent disponibles pour toute action ou initiative.

Le 13 juin, échec d'une première rencontre entre des militantes de l'Afepec et le Directeur départemental de la santé (DDS) qui renvoie vers le Ministère des moudjahidines.

Au cours d'une 2^{ème} rencontre à la DDS le même jour, on assure que le nom de Larribère figurait bien sur leur organigramme et que l'arrêté concernant le nom de la clinique Larribère existait. La date du 5 juillet a été retenue pour l'officialisation.

Le 14 juin, une lettre ouverte, *Pour la mémoire, pour l'histoire, le nom de la clinique Larribère doit être officialisé!* est publiée et une boîte mail (cliniquelarribere@gmail.com) est créée afin de recueillir les signatures, plus de 260 signatures ont été enregistrées.

Le même jour, malgré un rendez-vous ferme avec la direction des moudjahidines de la wilaya, le directeur était absent. Une personne chargée du dossier affirme qu'une décision au nom de Larribère était prise. Elle remet à cet effet 2 documents :

- une copie d'un arrêté interministériel nommant la clinique Larribère. Le document, illisible, cite un décret daté du 11 septembre 2013 et indique que les ministères de la Santé, de l'Enseignement supérieur et des Finances sont chargés de son exécution.

- une copie d'une lettre de la direction des moudjahidines au Secrétariat général du Ministre des moudjahidines indiquant que la rue Larribère a été baptisée de ce nom par la décision N°3737 du 25 mai 2015 ; que la décision de lui donner le nom de Fréha Ben Fréha a été signée le 04 mai 2015 sous le numéro 2132 ; qu'après enquête, la DDS a remis le 13 juin 2017 à la direction des moudjahidines un arrêté des ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur confirmant la dénomination Larribère et qu'une décision en ce sens sera prise avec annulation de la nomination au nom du moudjahed Freha Ben Freha.

Le 15 juin, le collectif décide de poursuivre l'action au niveau des institutions locales et de l'administration centrale.

Le 17 juin, l'AFEPEC adresse deux courriers, au Ministre des Moudjahidines et au Ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière.

Le 18 juin, la lettre ouverte initiée le 14 juin est lancée en **pétition** sur une plate forme pour la signer, cliquer sur le lien : https://secure.avaaz.org/fr/petition/Le_Ministre_des_Moudjahidines_et_Le_Ministre_de_la_Sante_Pour_la_memoire_le_nom_de_la_clinique_Larribere_soit_etre_offic/?cIAbHdb

Les personnes ayant déjà signé la lettre via la boîte mail (cliniquelarribere@gmail.com) sont portées sur une première liste de plus de 260 ; mais si elles ont la possibilité de signer la lettre sur la plate forme sans que cela ne soit contraignant, qu'elles le fassent.

Merci à toutes les personnes qui nous soutiennent et nous accompagnent dans cette action !
Poursuivons ce combat pour la reconnaissance de la contribution de la famille Larribère et la baptisation de la clinique Larribère !

Aidez-nous à faire signer la pétition et à diffuser le lien de la pétition !

AFEPEC -Oran 18 juin 2017